

FORMULE 1.3

(Loi sur les services à la famille, L.N.-B., 1980, c.F-2.2, art.39(1)d)

N° du dossier .....

COUR DU BANC DU ROI DU NOUVEAU-BRUNSWICK  
DIVISION DE LA FAMILLE  
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE .....

ENTRE : Le ministre du Développement social

Requérant

- et-

Intimé(s)

**ORDONNANCE AUTORISANT CONSENTEMENT AU TRAITEMENT**

AYANT ENTENDU la preuve relative à la présente demande;

ET AYANT ENTENDU les présentations des parties;

ET ÉTANT CONVAINCU que .....  
(nom de l'adulte négligé ou maltraité)

du .....  
(adresse)

est un adulte négligé ou maltraité et est un incapable mental et qu'il est dans son intérêt supérieur de rendre la présente ordonnance;

J'AUTORISE le ministre en application de l'alinéa 39(1)d) de la Loi sur les services à la famille, chapitre F-2.2 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1980, à donner son consentement au nom de .....  
.....  
(nom de l'adulte négligé ou maltraité)

pour tout traitement médical, chirurgical ou dentaire dont il(elle) peut avoir besoin.

FAIT à ....., le ....., 20....

.....  
Juge de la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick  
Division de la famille